

COVIDINFO / COMPTE RENDU RÉUNION INFORMELLE JEUDI 19 MARS 14 h

LE DDFIP N'EST PAS LOYAL !

➔ INFOS GÉNÉRALES nationales et locales

➔ A la DDFiP du Var, 3 cas avérés (non testés) de COVID-19 ont été recensés sur 3 sites différents. Un de ces 3 agents a contracté le Covid dans un autre département, où il est resté confiné. Son état n'est pas alarmant.

➔ Un effort a été demandé à l'entreprise de nettoyage titulaire du marché, et aux agents Berkany, avec un ciblage sur sanitaires, et la désinfection, au détriment des bureaux inoccupés. Le problème, c'est que ONET (qui ne sera plus notre prestataire à compter du 1/04/2020) n'a pas la même diligence envers ses équipes ...

L'équipement en produits semble erratique ce qui ne semble pas inquiéter le DDFiP.

La dotation des services en gel et produits désinfectants se poursuit, y compris la semaine prochaine. C'est bien entendu indispensable, puisque de nombreux équipements sont partagés, par les membres des équipes RCT entre autres.

De nouvelles commandes ont été passées.

➔ La campagne d'évaluation professionnelle est prolongée ; seuls restants à mener quelques entretiens, en suivant les instructions du DG, sorties hier à 22h, c'est-à-dire par téléphone si possible. Il est vrai que ce n'est pas la mission la plus urgente, pour les collègues des RH ou pour l'ensemble des agents. Mais, pour le DG, IL FAUT AVANCER !

S'agissant des recours hiérarchiques restant à déposer, pas de problème de délai (15 jours) ; ils seront déposés quand chacun sera rentré, après la crise !

➔ Campagne IR : toujours rien de décidé. Son report (demandé par les organisations syndicales) ou son maintien n'est pas tranché. Il semblerait toutefois qu'elle soit maintenue, avec une date de début inchangée mais un report de la fin de campagne au 6 juin (ça reste au conditionnel).

Le non-changement de date de lancement va forcément avoir pour conséquence un afflux de réception, alors que les services sont en mode « dégradé ». Ce n'est pas un problème pour le DDFiP. Les agents sont mobilisables et il vaut mieux une campagne longue plutôt que restreinte.

➤ INFOS PARTICULIÈRES au VAR et de notre activité professionnelle

↳ Nous avons, préalablement à la réunion, demandé à M. Rothé l'état des effectifs en poste ou en télétravail.

Ce chiffrage nous a été refusé (donnée couverte par le secret défense sans doute !)

Toujours est-il que (verbalement) le nombre d'agents va évoluer (à la hausse ou à la baisse). S'agissant de la baisse, elle serait largement justifiée par les risques pris par les agents non confinés et la baisse globale de l'activité (accueil multicanal, courrier, et nombreux interlocuteurs au repos). A surveiller !

↳ Le télétravail étant favorisé en la période, le parc de PC portable neufs a été attribué, les livraisons sont en cours (SPF entre autres) et se poursuivront la semaine prochaine. D'autres PC portables ont été récupérés auprès des géomètres, de certains vérificateurs et huissiers.

Nous avons demandé la généralisation du télétravail à la semaine pour les agents qui le pratiquaient un jour par semaine.

Cela sera examiné au cas par cas, en particulier sous l'aspect fourniture de tâche(s) téléportable(s) toute la semaine.

↳ La fermeture des SPF n'est plus envisagée, alors que dans la région, elle est effective dans le 04, le 05, le 06 et le 13.

La question a été posée de savoir si un arrêté comptable pouvait être fait 5 à 10 jours après l'ouverture de la "journée comptable" (afin d'éviter de faire des ouvertures/fermetures quotidiennes). C'est NON !

La mission prioritaire en SPF est liée à la publication des actes (Téléacte) et nécessite la présence d'agents sur site (une partie de la mission ne peut être télétravaillée).

Quel effectif ? 1 ou 2 cadres , quelques agents.

La réalité : 10 personnes au total des deux SPF toulonnais (plus les télétravailleurs bien entendu). Là aussi le roulement doit être appliqué !

↳ S'agissant du PCE de Toulon, 3 agents sont maintenus en présentiel jusqu'au 24 avril, alors que 2 PC portables sont non attribués...pourquoi ne pas accomplir la mission (remboursement de crédit TVA) en télétravail ?

Pour le DDFIP la force utile en la matière doit être présente car il est demandé une grande réactivité dans la gestion des demandes de remboursement de crédit TVA.

↳ La trésorerie du Centre Hospitalier Intercommunal de Toulon/La Seyne est un service qui exerce une mission prioritaire. A ce titre les équipes sont toutes mobilisées ! Sauf que l'accueil, qui est sensible, se réduit fortement et que le contentieux est abandonné (recouvrement). 12 agents et 4 encadrants n'est-ce pas trop pour traiter la gestion de la dépense ? Là aussi, la règle du confinement maximal est bien loin !

Mais pour le DDFIP et la DG il y a un besoin particulier de présence dans les trésoreries hospitalières. OK. Mais encore faut-il se baser sur les besoins réels, quitte à rappeler des agents si l'activité remonte !

D'une manière générale, nous avons insisté sur le principe de roulement des équipes minimales afin de respecter la santé des agents par le confinement maximum du plus grand nombre.

Le DDFIP nous a répondu : "*Je répète la consigne du roulement à chaque audioconférence*". "*Oui, mais des chefs de service ont opposé un refus à ce principe*" lui avons-nous rétorqué ! Pour lui : "**il faut remplir la mission**, mais d'ici le milieu de la semaine prochaine ça va se caler".

Les limites du « restez chez vous » et en même temps « allez travailler » sont atteintes !

Car quelles sont nos missions prioritaires ? Le DG en dénombre très peu, service par service, et chacun les connaît. Au SIP par exemple : elles se limitent à l'accueil multicanal, c'est-à-dire ces jours-ci quelques rares appels, quelques mels et parfois une demande de rendez-vous gérée par téléphone. En affichage, bien sûr, M. Loyal est d'accord...

ALORS, POURQUOI DEMANDER AUX SERVICES DE POUSSER LES FEUX SUR LA TH ?

Parce que derrière M. Loyal se tient un DDFIP qui considère que tout agent qui n'est pas à son poste (excepté peut-être quelques télétravailleurs...) est un flemmard qui profite de la situation pour sécher le bureau !

**EH BIEN NON M. LE DIRECTEUR !
L'OBLIGATION EN LA PÉRIODE EST DE SE CONFINER CHEZ SOI,
PAS D'ALLER AU BUREAU ACCOMPLIR DES MISSIONS
QUE LE MINISTRE ET LE DG NE CONSIDÈRENT PAS COMME PRIORITAIRES !**

Vous l'aurez compris, le Plan de Continuité d'Activité est encore perfectible !

La baisse générale d'activité doit être prise en compte.

Les roulements des équipes doivent être effectifs.

La présence des agents doit être limitée aux besoins réels en fonction des missions prioritaires.

Pour Solidaires, FO et la CGT, la priorité est la santé des agents et, par là même, le confinement !

Alors, faites-nous remonter toute difficulté.

Une prochaine réunion a été fixée lundi 11 h.